

MOBILISATIONS

# Contre l'accaparement des terres

**Le 9 novembre a lieu à Genève une conférence Global Aginvest, réunissant entre autres 25 managers qui gèrent plus de 10 millions d'hectares dans le monde (selon leur brochure publicitaire). Uniterre et 18 autres organisations organisent une mobilisation pour dénoncer les conséquences. Venez nombreux manifester!**

Cette conférence a l'objectif de promouvoir les investissements dans le marché juteux de la terre et des matières premières agricoles. Il s'agit d'une véritable privatisation néo-coloniale de la terre qui est le corollaire de la libéralisation des marchés agricoles orchestrée par l'OMC. Elle entraîne la destruction de l'agriculture paysanne dans le Nord comme dans le Sud.

Ceci alors que nous savons tous que la terre est essentielle à la subsistance, à la sécurité alimentaire et à l'identité de millions de personnes dans les pays en développement dépendant directement à l'agriculture. Comme l'a souligné le Rapport mondial sur l'agriculture<sup>1</sup>, le modèle agricole industriel et la libéralisation agricole, promus par ces accapareurs, sont à l'origine des problèmes de faim, de pauvreté et de dégradation des écosystèmes agricoles. La Banque Mondiale estime que les surfaces agricoles négociées, louées ou vendues depuis 2006 en Afrique, en Amérique latine et en Asie s'élèvent à quelque 50 millions d'hectares. Cela correspond à la moitié de l'ensemble des terres arables en

Chine ou encore à la surface combinée des terres arables existantes en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie. Ce phénomène s'accélère : rien qu'en 2009, 49 millions d'hectares, soit 50 fois la surface agricole de la Suisse ont été vendus ou loués. Avec la crise financière et hypothécaire, l'exploitation des terres a attiré les fonds spéculatifs ainsi que des banques à la recherche de nouvelles possibilités de placement sûrs avec un bon potentiel de rendement. Les fabricants de machines agricoles ainsi que de nombreuses entreprises semencières et chimiques escomptent aussi des revenus plus élevés grâce à la culture industrielle sans paysans sur d'énormes surfaces agricoles. L'industrie des agrocarburants d'Europe a déjà acquis, ou sollicité, presque 4 millions d'hectares de terres en Afrique.

En ayant recours à l'accaparement des terres, les Etats ou les investisseurs bafouent directement le droit à l'alimentation, le droit à la souveraineté alimentaire et les droits humains des populations touchées.

En Suisse, ce sont surtout des banques

et des fonds de placement qui sont impliqués dans ces projets d'accaparement des terres. Ainsi, le Crédit Suisse et l'UBS ont participé en 2009 à l'émission des actions pour le compte de Golden Agri-Resources, le plus grand producteur d'huile de palme du monde coté en Bourse. La Suisse abrite un grand nombre de fonds qui ciblent leurs investissements sur l'agriculture et en partie sur l'achat de terres. Sarasin et Pictet, deux grandes banques privées, proposent des fonds centrés sur l'agriculture. Plusieurs fonds suisses, classiques ou spéculatifs, investissent dans l'agriculture, dont par exemple GlobalAgricap à Zurich, GAIA World Agri Fund à Genève. Addax Bionergy, basée à Genève, a le droit de louer 15'000 hectares en Sierra Leone, où plus de la moitié de la population souffre de sous-alimentation.

### Nos Propositions

Une coordination s'est constituée à Genève pour répondre à cette réunion et dénoncer les pratiques d'accaparement des terres agricoles. Empêcher la tenue

future de conférences de ce type dans notre ville ou partout dans le monde et informer sur la mondialisation de l'agri-industrie destructive, tels sont nos objectifs principaux. Mais nous revendiquons aussi :

1. Stop à l'accaparement des terres, pour des réformes agraires qui permettent l'accès à la terre au plus grand nombre. Reconnaissance des droits ancestraux des communautés et petits paysans à la terre qu'ils travaillent, même s'ils n'ont pas de titres de propriété.

2. Halte à la spéculation sur les matières premières alimentaires, pour une réglementation efficace et au service de la population et non des multinationales

3. Priorité à l'alimentation, la production d'énergie (agrocarburants) doit être un objectif subsidiaire et assujéti à des critères d'efficacité énergétique, de durabilité sociale et environnementale.

4. Priorité à l'agriculture paysanne familiale et durable, seule à même de relever le défi alimentaire. La reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire définissant un nouveau cadre des marchés agro-alimentaires.

<sup>1</sup> rapport téléchargeable sur [www.agassessment.org](http://www.agassessment.org)

Rudi Berli

**Pas d'accapareurs de terres, ni à Genève, ni ailleurs !**

Protestons ensemble contre le *Global AgInvesting Europe 2010*, réunion mondiale des accapareurs de terres agricoles, les 9 et 10 novembre 2010 à Genève

**Rendez-vous**

**le jeudi 4 novembre 2010**

- Conférence publique à 20h
- salle de réunion d'Unia (ch. Surinam 5, arrêt de bus «Charmilles»)

**et le mardi 9 novembre 2010**

- devant l'Hôtel Intercontinental
- Action paysanne symbolique à 11h30
- Rassemblement et prises de parole dès 12h
- Cortège à 13h

Uniterre, FIAN, l'autre syndicat, Assoc. 25 avril, ATTAC-Suisse, Cadtm, Cetim, Coopératives Longo Maï, Coordination Climat et Justice Sociale, Cotmec, Greenpeace-GE, Pain pour le Prochain, Plateforme pour une agriculture socialement durable, SIT, solidaritéS, Stop OGM, UITA, Unia, United Black Sheep

## AGENDA

### Uniterre

- 5 novembre: comité directeur d'Uniterre à Fribourg
- 23 novembre: l'OFAG se présente
- 30 novembre: assemblée des délégués de EMB, Bruxelles

### Conférences-débats

- samedi 6 novembre, de 9h à 12h: marché de produits du terroir, au battoir de Palézieux-Village. Par l'association «Les terroirs de Haute-Broye»
- 27 novembre dès 9h: Uniterre participe au colloque «Ralentir la Ville» organisé par le ROC. Théâtre de Vidy

État au 28 octobre. Mise à jour et plus d'infos sur [www.uniterre.ch/Actualites/agenda.html](http://www.uniterre.ch/Actualites/agenda.html)